

Burkina Faso/A Ouagadougou hier

Macron dénonce les crimes en Libye et ceux de la " colonisation européenne "

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

Le chef de l'Etat français passait son premier "grand oral africain" devant 800 étudiants, étape initiale de sa tournée sur le continent.

LE président français Emmanuel Macron a annoncé hier vouloir frapper les passeurs qui exploitent les migrants en Libye et dénoncé les "crimes incontestables" de la colonisation européenne, entamant sa première tournée africaine dans une atmosphère tendue par une attaque contre des soldats français et des manifestations dans la capitale burkinabè.

Lors d'un discours devant 800 étudiants de l'université de Ouagadougou, son premier "grand oral africain", le président français s'est présenté comme le représentant d'une génération pour laquelle "les crimes de la colonisation européenne sont incontestables", tout en relevant qu'il y avait eu aussi "des grandes choses et des histoires heureuses" dans ce passé.

M. Macron a en outre annoncé qu'il allait "proposer une initiative euro-africaine" pour "frapper les organisations criminelles et les réseaux de passeurs" qui exploitent les migrants subsahariens en Libye. Il a également annoncé "un soutien massif à l'évacua-

tion des personnes en danger" en Libye, qualifiant de "crime contre l'humanité" la vente de migrants comme esclaves.

Ce discours, qui était suivi à la mi-journée de questions-réponses avec les étudiants, doit être le point fort de cette tournée. M. Macron doit se rendre ces prochains jours au sommet Europe-Afrique à Abidjan puis au Ghana.

Emmanuel Macron entend convaincre une jeunesse africaine de plus en plus hostile à la présence française sur le continent, sur fond de menace terroriste persistante au Sahel, que les troupes françaises installées dans la région ont du mal à combattre, et d'un flux migratoire croissant que l'Europe veut endiguer.

La question de l'immigration africaine vers l'Europe et la sécurité seront au cœur du cinquième sommet Union européenne (UE)-Union africaine (UA). **MANIFESTATION HOSTILE A OUAGADOUGOU.** L'arrivée lundi soir au Burkina de M. Macron a pris un tour d'emblée tendu. Deux heures avant son arrivée, des individus à moto ont lancé une grenade contre un véhicule de soldats français dans le nord de Ouagadougou. Ils n'ont pas atteint leur cible mais ont blessé trois riverains. Cette attaque n'a pas été revendiquée.

Ancienne puissance coloniale, la France entretient une coopération militaire ininterrompue avec les au-



Photo : AFP

Le président français Emmanuel Macron a appelé hier, devant les étudiants de l'université de Ouagadougou, à une "relation nouvelle" entre l'Afrique et son pays.

torités du Burkina depuis l'accession à l'indépendance du territoire de la Haute Volta en 1960. Depuis 2010, des éléments des forces spéciales françaises, basés à Ouagadougou, apportent leur soutien aux forces de défense. Celles-ci sont notamment intervenues lors de l'attentat de janvier 2016 (30 morts) lorsque des jihadistes avaient ouvert le feu sur des terrasses du centre-ville.

La capitale a également subi en août un attentat similaire qui a fait 19 morts. M. Macron, qui a brièvement évoqué hier la grenade sans vouloir y donner de l'importance, a qualifié à son arrivée le Burkina d'"emblème de l'aspiration démocratique de la jeunesse africaine", allusion au soulèvement de 2014 qui a balayé le président Blaise Compaoré après 27 ans au pouvoir, mené par une jeunesse qui compose plus de la moitié de la population. Mais les tensions ont persisté hier. Pour protester

contre la venue de M. Macron, des dizaines de manifestants ont dressé des barricades sur l'avenue menant à l'université de Ouagadougou.

Scandant des slogans tel que "A bas l'exploitation de l'Afrique par l'Occident", ils ont bloqué des véhicules se rendant à l'intervention du président, qui a cependant pu accéder au campus. Positionnés à quelques centaines de mètres de l'université, ils faisaient toujours face à la mi-journée à des forces anti-émeutes.

CRIMES "INCONTESTABLES" • M. Macron doit en effet convaincre une jeunesse très méfiante vis-à-vis de la France.

Les jeunes Burkinabè réclament la fin de tout ce qui illustre pour eux le passé colonial : le "pillage des ressources" par des entreprises françaises, le franc CFA arrimé à l'euro et la présence militaire française.

Alors même que la manifestation battait son plein,

M. Macron proclamait dans son discours que "les crimes de la colonisation européennes sont incontestables", appelant à une "relation nouvelle".

Le président a en outre pris hier des engagements sur un dossier très sensible au Burkina. A l'issue d'un entretien avec le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, il a promis que tous les documents français concernant l'assassinat de l'ancien président burkinabè Thomas Sankara en 1987 seraient "déclassifiés". La mort de Thomas Sankara, devenue une figure panafricaine, était un sujet tabou pendant les 27 ans de pouvoir de l'ex-président Blaise Compaoré, qui a succédé au "père de la révolution".

M. Compaoré, qui vit en exil en Côte d'Ivoire depuis 2014, est soupçonné d'avoir participé au complot par de nombreux Burkinabè qui y voient aussi la main de la France, ancienne puissance coloniale qui aurait été gênée par la politique anticolonialiste de Sankara.

M. Macron a évoqué un autre cas épineux, celui de François Compaoré, le frère de Blaise, arrêté en France fin octobre dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat en 1998 du journaliste Norbert Zongo, et dont le Burkina réclame l'extradition. "Il appartient à la justice française de prendre sa décision, je ferai tout pour faciliter celle-ci", a-t-il affirmé.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise.** Réouverture du dialogue sans l'opposition en exil Une nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise s'est ouverte hier à Arusha (nord de la Tanzanie) en l'absence de l'opposition en exil, selon des diplomates et des participants.

• **Guinée/Médias.** Silence radio dans le pays Une quarantaine de radios privées parmi les plus écoutées en Guinée ont interrompu hier leurs programmes pour 24 heures afin de protester contre les "atteintes" à la liberté de la presse et à la liberté d'expression dans le pays.

• **RDCongo/Elections.** L'Onu entérine le nouveau calendrier Le Conseil de sécurité de l'Onu a entériné hier le nouveau calendrier électoral en République démocratique du Congo, prévoyant une présidentielle le 23 décembre 2018, en mettant en garde contre tout éventuel nouveau report.

A travers le monde

• **Birmanie/Religion.** L'appel du pape Le pape François a appelé hier en Birmanie au "respect de tout groupe ethnique" mais a évité de prononcer le mot tabou de "Rohingya" et n'a fait aucune référence directe à l'exode de cette minorité musulmane victime de persécutions.

• **Irlande/Politique** Démission de la vice-Première ministre



Photo : AFP

Sous la pression de l'opposition, la vice-Première ministre irlandaise Frances Fitzgerald a annoncé hier sa démission, contribuant à désamorcer une crise politique qui aurait conduit à la chute du gouvernement et à de nouvelles élections.

• **Syrie/Conflit.** Damas accepte un cessez-le-feu dans la Ghouta orientale La Syrie a accepté de mettre en place un cessez-le-feu dans la Ghouta orientale, région rebelle proche de Damas où un accord de "désescalade" avait déjà été instauré, a rapporté hier l'envoyé spécial de l'Onu, Staffan de Mistura.

Kenya/Réélu le 26 octobre

Uhuru Kenyatta : cinq ans de plus

AFP
Nairobi/Kenya

La cérémonie de son investiture s'est déroulée hier à Nairobi, en présence d'une dizaine de chefs d'Etat africains. Devant les divisions actuelles, il a promis d'unifier tous les Kényans

LE président kényan Uhuru Kenyatta a été investi hier pour un second et dernier mandat à la tête d'un pays divisé, comme en témoigne au même moment la mort d'une personne pendant la dispersion par la police d'opposants souhaitant organiser leur rassemblement.

Le contraste était d'ailleurs saisissant entre la cérémonie en grande pompe organisée pour la prestation de serment de M. Kenyatta et les jets de gaz lacrymogène vers le chef de file de l'op-

position Raila Odinga, qui promettait à quelques centaines de partisans qu'il prêterait serment comme président le 12 décembre. "Je prêterai serment car je suis le président légitime", a-t-il déclaré. Le 12 décembre est le jour de l'indépendance du Kenya, ancienne colonie britannique.

Réélu à la présidentielle d'octobre boycottée par l'opposition, M. Kenyatta a promis sous les vivats de 60 000 personnes rassemblées dans un stade du nord-est de Nairobi de "construire des ponts, unifier et apporter la prospérité à tous les Kényans".

Cette promesse risque toutefois de sonner bien creux aux oreilles de l'opposition, qui répète à l'envi qu'elle ne reconnaît pas la réélection de M. Kenyatta et dénonce la répression brutale de ses manifestations.

Cette prestation de serment, en présence d'une dizaine de chefs d'Etat



Photo : AFP

Prêtant serment hier, Uhuru Kenyatta a promis de "construire des ponts, d'unifier et d'apporter la prospérité à tous les Kényans".

africains, signe la fin d'une saga électorale marquée notamment par l'invalidation en justice de la présidentielle du 8 août, mais pas celle d'une crise politique qui a rappelé au pays ses profondes fractures ethniques, géographiques et sociales.

"Cette période a été difficile, mais une fois de plus, les Kényans ont fait preuve de résilience", a lancé M. Kenyatta, promettant par ailleurs d'intensifier le dé-

veloppement des infrastructures, de l'économie, de la couverture santé et de l'accès à l'enseignement. **"DESOBEISSANCE"** • Présente massivement dans les rues de Nairobi, la police avait bouclé hier matin un terrain du sud-est de la ville où l'opposition entendait organiser un rassemblement.

A coups de gaz lacrymogène, de tirs de semonce et de tirs tendus, les forces de l'ordre ont joué au chat et à

la souris avec des groupes d'opposants, environ 200 au total, qui tentaient de se rendre sur les lieux, selon un journaliste de l'AFP. Au moins une personne a été tuée par balle, ont indiqué deux sources policières.

C'est non loin de cette zone que Raila Odinga a prononcé son discours, en milieu d'après-midi. Depuis plusieurs semaines, il a promis de poursuivre une campagne de "désobéissance civile" suivie de manière inégale par ses partisans.

Selon un décompte de l'AFP, les violences ayant accompagné le processus électoral ont fait au moins 57 morts depuis le 8 août, principalement dans la brutale répression des manifestations de l'opposition par la police. Loin toutefois du millier de morts des violences politico-ethniques ayant suivi l'élection de 2007.